



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 22 juin 2021

FINANCES ET COMPTES PUBLICS

LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

Face à une crise sanitaire majeure aux conséquences économiques sans précédent, la France a réagi par des mesures exceptionnelles pour lutter contre l'épidémie et soutenir les revenus des ménages comme des entreprises. Pour autant, cette crise aura un impact durable sur l'économie et les finances publiques.

L'activité devrait rebondir sensiblement en 2021 sans toutefois retrouver son niveau de l'année 2019 et le déficit serait encore élevé. Au-delà de 2021, le programme de stabilité présenté par le gouvernement prévoit une réduction progressive du déficit qui repasserait sous la barre des 3 points de PIB en 2027.

Comme elle l'a souligné dans son rapport au Premier ministre sur la stratégie de finances publiques pour la sortie de crise, la Cour estime nécessaire de renforcer le niveau de la croissance économique potentielle et de fixer le rythme de progression des dépenses conduisant à une réduction du déficit public suffisante pour permettre une décrue de l'endettement public au plus tard à compter de 2027.

Un choc majeur sur les finances publiques en 2020

Les mesures de restrictions d'activités et de déplacements prises à partir du mois de mars 2020 face à l'épidémie de covid 19 ont conduit à une chute brutale de l'activité économique : le PIB a reculé de 7,9 % en 2020, un niveau de récession jamais atteint en période de paix. L'impact sur les finances publiques est considérable, avec des pertes très importantes de recettes pour l'ensemble des administrations publiques (- 63,8 Md€). Parallèlement, les dépenses ont enregistré une augmentation très élevée, à hauteur de 92,8 Md€ en 2020, en partie liée aux mesures de soutien de l'économie mises en place. Le déficit a atteint 9,2 points de PIB. En conséquence, la dette publique a augmenté de près de 20 points de PIB par rapport à 2019, pour s'établir à 115,1 points de PIB (soit 2 650 Md€).



En 2021, un déficit toujours élevé malgré le rebond de l'activité économique

En 2021, le gouvernement prévoit un redémarrage de l'économie avec une croissance estimée à 5 %. Du fait d'un rebond partiel des recettes et d'une dépense publique toujours en hausse, en lien notamment avec la montée en puissance du plan de relance, le déficit public resterait élevé, à 9,4 points de PIB.

La dette publique progresserait de 190 Md€ et s'établirait à 117,2 points de PIB en 2021, en augmentation de 2,1 points par rapport à l'année précédente.

Le déficit structurel en 2021 resterait très élevé (-7,3 points de PIB ou moins 4 ½ points hors mesures d'urgence). À l'issue de l'année 2021, la France ferait ainsi partie des pays de la zone euro dont la situation des finances publiques est la plus affectée par la crise.

Les prévisions après 2021, le défi de la croissance et de la maîtrise de la dépense publique

Dans le programme de stabilité d'avril 2021, le Gouvernement se donne pour ambition de ramener le déficit public sous 3 % en 2027. Ce niveau de déficit permettrait ainsi à la dette de commencer à s'infléchir à cet horizon. En l'absence de mesures prévues de hausse de la fiscalité, cet ajustement reposerait sur une maîtrise renforcée de la dépense publique.

Dans cette hypothèse, la dépense annuelle, hors charges d'intérêts, croîtrait ainsi de 0,6 % en volume, soit moitié moins que le rythme de croissance moyen observé sur les dix années avant la crise sanitaire (2010-2019). Par rapport à cette période d'avant crise, ce serait donc près de 9 Md€ d'économies supplémentaires chaque année qui seraient nécessaires entre 2022 et 2027.

La dette, l'enjeu croissant du financement sur les marchés financiers pour les administrations publiques

La dette publique a augmenté de plus de 1 000 Md€ depuis la crise financière de 2008. Pour faire face à l'augmentation des besoins de financement, les administrations publiques ont pu bénéficier de conditions exceptionnelles sur les marchés financiers. Comme la Cour l'a souligné dans son rapport au Premier ministre, cette situation pourrait ne pas être durable et rend nécessaire une action résolue pour retrouver une trajectoire de finances publiques permettant d'infléchir la courbe de la dette.

[Lire le rapport](#)

CONTACT PRESSE :

Emmanuel Kessler ■ Directeur de la communication ■ T 01 42 98 55 62 ■ emmanuel.kessler@ccomptes.fr